

désarmement en refusant d'accepter l'inspection internationale des forces armées et des industries de guerre en puissance. J'ai entendu l'offre dramatique de sir Hartley Shawcross de remettre à la Russie les clefs des établissements industriels britanniques et de lui communiquer tous les renseignements concernant le potentiel de guerre du Royaume-Uni si elle voulait bien agir avec la même franchise. Malheureusement, l'URSS a toujours refusé d'autoriser l'inspection internationale, à laquelle les autres nations étaient prêtes à se soumettre. Elle a maintenant sur pied une armée gigantesque, et cependant elle réclame la destruction de la bombe atomique, même si les démocraties occidentales achevaient de démobiliser leurs armées et de vendre leurs industries et leur matériel de guerre au moment où elle a présenté cette demande pour la première fois.

Puisque les Nations Unies n'ont pu en venir à une entente, et qu'il fallait de toute nécessité prévenir une nouvelle agression et maintenir la paix, les démocraties occidentales ont dû songer aux pactes régionaux de sécurité. Nul ne niera que les pactes régionaux suppléent médiocrement à la sécurité universelle fondée sur le désarmement mondial et la confiance dans une police vraiment internationale. De fait, c'est un pis-aller. Faisons donc tout en notre pouvoir pour laisser le champ libre à toutes les autres nations qui désirent se joindre à nous et aux autres parties au traité de l'Atlantique, en vue de raffermir, à l'occasion, l'Organisation des Nations Unies.

Le traité que nous examinons reconnaît l'existence d'une scission dans le monde et souligne qu'il y a deux blocs de puissances qui s'opposent. Malheureusement, la situation mondiale étant ce qu'elle est, il ne semble pas y avoir d'autre solution à la reconnaissance de ce fait. A mon sens, monsieur l'Orateur, les démocraties de l'Europe occidentale se sont rapprochées en vue d'assurer leur défense commune, parce qu'elles ont envisagé avec une vive angoisse et une grande inquiétude la formation d'un bloc communiste solide sous la direction de l'Union soviétique. Il n'est pas exagéré de dire que le bloc oriental est sous la dépendance complète de la Russie. On en a la preuve, je crois, dans la manière dont le cominform traite la Yougoslavie.

La Yougoslavie a prouvé irréfutablement que nulle nation sous la domination soviétique n'est libre de suivre un programme qui diffère de quelque façon de celui de l'Union soviétique. Les événements qui se sont déroulés en Tchécoslovaquie l'an dernier, et dont on a parlé cet après-midi, ne font qu'augmenter la crainte que les nations de l'Europe occidentale ont ressentie au cours des années précédentes. Elles ont été té-

moins d'abord de l'occupation et ensuite de l'absorption des États baltes: l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Elles ont vu la destruction des institutions démocratiques de ces pays et la déportation en Sibérie des chefs démocrates sociaux et des chefs des autres partis politiques. Même aujourd'hui, dans la plupart des cas, leur sort, comme celui de plusieurs milliers d'autres, reste inconnu. Elles ont été témoins de la saisie unilatérale d'une partie de la Pologne et de la Bessarabie,—la violation des promesses faites à Yalta et Potsdam au sujet de l'avenir de la Pologne, de la Yougoslavie, de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Roumanie.

Comme je viens de le dire, le coup d'État d'il y a un peu plus d'un an en Tchécoslovaquie a semé la terreur en Europe occidentale où les nations tinrent des conférences et prirent des mesures en vue de leur défense. Depuis lors, l'institution d'un régime complètement totalitaire en Allemagne et en Europe orientales, ainsi que le blocus de Berlin, ont augmenté les craintes qu'elles ressentaient alors. A cette même époque, les partis communistes n'ont rien épargné pour empêcher la réussite du programme du rétablissement de l'Europe sans lequel il ne pouvait y avoir ni d'espoir pour les peuples de l'Europe ni de rétablissement économique où que ce soit dans le monde, y compris l'Amérique du Nord elle-même qui, au cours de l'année dernière, a été la principale source d'approvisionnements des pays visés.

Sachant qu'elles sont trop faibles, même dans les circonstances les plus favorables, pour résister à une pression agressive ou à une attaque armée contre leur liberté et leurs institutions démocratiques, les nations de l'Europe occidentale ont cherché à amener le Commonwealth britannique et l'Amérique du Nord à se préoccuper de ce qu'elles jugeaient être une situation très dangereuse. Je tiens à dire, à cause de la propagande qu'on répand d'un bout à l'autre du pays, que, contrairement au dire des adversaires du traité de l'Atlantique-Nord, cette proposition n'est pas une tentative du prétendu impérialisme américain en vue de réaliser une alliance des nations de l'Europe occidentale pour la destruction de l'Union soviétique. Si le pacte a été réalisé, c'est que les démocraties de l'Europe occidentale se sont efforcées de persuader les peuples de l'Amérique du Nord à se joindre à elles dans une union défensive. Elles croyaient pouvoir ainsi enrayer les menaces et mettre sur pied une force défensive suffisante pour détourner l'Union soviétique de tout projet d'agression, ce qui leur permettrait de régler pacifiquement leurs problèmes.